

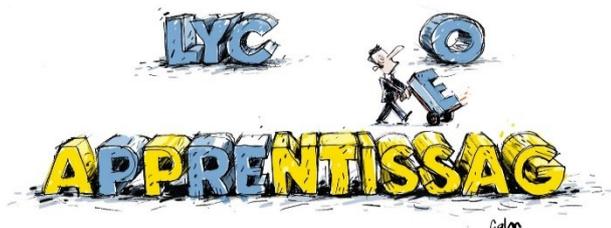
## Exigeons le retrait de la réforme de la voie professionnelle !



Le ministre de l'Éducation Gabriel Attal contribue comme ses prédécesseurs, Blanquer et Ndiaye, à la poursuite du démantèlement de la voie professionnelle sous statut scolaire, celle qui permet depuis des décennies, à des millions d'élèves, d'acquérir une formation aux métiers couplée à une autre, plus généraliste et citoyenne, assurée par des PLP, fonctionnaires d'État recrutés sur concours, sanctionnée par un diplôme reconnu dans les conventions collectives.

Pour le ministre, les enseignements ne sont pas les plus utiles. Ce qui compte, ce sont les stages. En décidant d'augmenter la durée des périodes de formation en milieu professionnel (PFMP) en terminale, il brade les enseignements et remet en question la liberté laissée aux PLP et aux établissements d'organiser ceux-ci de manière autonome.

Ainsi, pour les classes de terminale, la période de septembre à mars serait exclusivement consacrée aux cours, sans aucune période de formation en milieu professionnel. Les contrôles en cours de formation (CCF) se dérouleraient durant cette période. Les épreuves ponctuelles seraient aussi avancées en mars. Et dès le mois d'avril, l'ensemble des élèves enchaînerait avec 6 semaines de stage obligatoire. Concrètement, le parcours commun des élèves de lycées pros s'arrêterait pour la terminale dès le mois de mars.



Ce bloc de 6 semaines en fin d'année ne s'annonce ni fonctionnel ni efficient pour les élèves, tant pour ceux qui souhaitent terminer leur cursus que pour ceux qui envisagent une poursuite d'études. Ce sont des « propositions » qui déstructurent l'ensemble du cycle de bac pro. La mise en œuvre de ce projet est envisagée dès la rentrée 2024.

Comme si cela ne suffisait pas, ce démantèlement de la voie professionnelle s'accompagne, dès cette année, d'une refonte de la carte locale des formations, en adéquation avec les métiers qui peinent à recruter dans les secteurs en tension et de la fermeture d'un grand nombre de formations prétendument non insérantes. Sont visées essentiellement les filières tertiaires et particulièrement « commerce-vente ». Cette diminution de temps scolaire et cette révision des formations pousseront les enseignants, des matières professionnelles notamment, à des reconversions forcées.

**FO dénonce des objectifs utilitaristes avec des conséquences sur tous les diplômes de Baccalauréat professionnel, sur les personnels et également des conséquences sur les jeunes qui ne seront plus libres de construire leur projet professionnel.**

**FO dénonce un projet de réforme qui vise à transformer les lycées professionnels en centres d'apprentissage livrés au patronat.**

**FO est attachée à l'existence de diplômes nationaux reconnus dans les conventions collectives et à la voie professionnelle sous statut scolaire, publique et laïque, garante d'une formation émancipatrice de la jeunesse. FO exige le retrait du projet de réforme Macron-Attal-Grandjean contre le lycée professionnel.**

**FO appelle tous les personnels à échanger et organiser partout des heures d'information syndicale et des assemblées générales d'établissement pour préparer et réussir une mobilisation d'ampleur, y compris par la grève, pour exiger le retrait de cette réforme des lycées pros, mardi 12 décembre.**

**RASSEMBLEMENT devant la DSDEN, rue Wilson à Metz à 10h30**